Proposition du Conseil-exécutif
 ACE n° 433
 2020_10_FIN_Loi sur les impôts_LI

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
	Loi sur les impôts (LI)	
	<i>Le Grand Conseil du canton de Berne,</i> sur proposition du Conseil-exécutif, <i>arrête:</i>	
	I.	
	L'acte législatif 661.11 intitulé Loi sur les impôts du 21.05.2000 (LI) (état au 01.03.2021) est modifié comme suit:	
Art. 24 Revenus de la fortune mobilière	Art. 24 al. 3a (nouv.) ^{3a} L'alinéa 3 ne s'applique aux apports et aux agios qui sont versés pendant la durée d'une marge de fluctuation du capital au sens des articles 653s et suivants du Code des obligations (CO) ¹⁾ que dans la mesure où ils dépassent les remboursements de réserves dans le cadre de ladite marge de fluctuation du capital.	
Art. 25 Revenus de la fortune immobilière	Art. 25 al. 2a (nouv.), al. 3 (mod.) ^{2a} L'électricité consommée par celui qui la produit n'est pas considérée comme étant réservée à l'usage personnel au sens de l'alinéa 1, lettre b.	

¹⁾ RS [220](#)

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
<p>³ La valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)¹⁾ est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main d'oeuvre standard.</p>	<p>³ La valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale <u>du 4 octobre 1991</u> sur le droit foncier rural (LDFR)²⁾ est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main d'oeuvre <u>d'oeuvre</u> standard.</p>	
<p>Art. 29 Revenus exonérés</p> <p>¹ Sont exonérés de l'impôt:</p>	<p>Art. 29 al. 1</p> <p>¹ Sont exonérés de l'impôt:</p> <p>i1 (nouv.) les revenus perçus en vertu de la loi fédérale du 19 juin 2020 sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés (LPtra)³⁾</p>	
<p>Art. 32 Frais justifiés par l'usage commercial</p> <p>² Font en particulier partie de ces frais:</p> <p>f les cotisations versées à des associations professionnelles.</p> <p>³ Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.</p>	<p>Art. 32 al. 2, al. 3 (mod.), al. 3a (nouv.)</p> <p>² Font en particulier partie de ces frais:</p> <p>f (mod.) les cotisations versées à des associations professionnelles-;</p> <p>g (nouv.) les sanctions visant à réduire le bénéfice dans la mesure où elles n'ont pas de caractère pénal.</p> <p>³ Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles-; Ne sont en particulier pas déductibles-;</p>	

1) RS 211.412.11

2) RS [211.412.11](#)

3) RS [837.2](#)

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
	<p>a (nouv.) les commissions occultes au sens du droit pénal suisse;</p> <p>b (nouv.) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;</p> <p>c (nouv.) les amendes et les peines pécuniaires;</p> <p>d (nouv.) les sanctions financières administratives dans la mesure où elles ont un caractère pénal.</p> <p>^{3a} Les sanctions au sens de l'alinéa 3, lettres c et d ayant été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère sont déductibles dans l'une ou l'autre des conditions suivantes:</p> <p>a la sanction est contraire à l'ordre public suisse;</p> <p>b la personne contribuable peut démontrer de manière plausible qu'elle a entrepris tout ce qui était raisonnablement exigible pour se conformer au droit.</p>	
<p>Art. 33 Amortissements</p> <p>¹ Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition qu'ils soient comptabilisés ou, en cas de comptabilité simplifiée selon l'article 957, alinéa 2 du Code des obligations (CO)¹⁾, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements. Lors de la taxation par appréciation, il est tenu compte des moins-values déterminées par l'expérience.</p>	<p>Art. 33 al. 1 (mod.)</p> <p>¹ Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition qu'ils soient comptabilisés ou, en cas de comptabilité simplifiée selon l'article 957, alinéa 2 du Code des obligations (CO)CO, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements. Lors de la d'une taxation par appréciationd'office, il est tenu compte des moins-values déterminées par l'expérience.</p>	

¹⁾ RS [220](#)

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
<p>Art. 36 Frais d'entretien et d'administration des immeubles</p>	<p>Art. 36 al. 1c (nouv.) Frais d'entretien et d'administration des <u>immobiliers</u> (Titre mod.)</p> <p>^{1c} Les frais d'investissement au sens de l'alinéa 1a comprennent aussi les coûts d'installation d'un système photovoltaïque ou solaire thermique durant la construction.</p>	
<p>Art. 49 Eléments privés de la fortune mobilière</p>	<p>Art. 49 al. 6 (nouv.)</p> <p>⁶ La valeur fiscale des installations photovoltaïques ou solaires thermiques est égale à 20 pour cent de leur valeur d'acquisition.</p>	
<p>Art. 56 5 Principes d'évaluation</p> <p>² La valeur officielle des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural (LDFR)¹⁾ est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main-d'œuvre standard.*²⁾</p>	<p>Art. 56 al. 1a (nouv.), al. 2 (mod.)</p> <p>^{1a} Les systèmes photovoltaïques ou solaires thermiques installés sur des immeubles au sens de l'alinéa 1, lettre d ne sont pas évalués.</p> <p>² La valeur officielle des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural (LDFR) <u>LDFR</u> est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main-d'œuvre standard.*³⁾</p>	
<p>Art. 75 Définition de la personne morale</p>	<p>Art. 75 al. 2 (mod.)</p>	

1) RS [211.412.11](#)

2) (*) Rectifié le 28 juin 2013 par la Commission de rédaction en application de l'article 25 de la loi sur les publications officielles.

3) (*) Rectifié le 28 juin 2013 par la Commission de rédaction en application de l'article 25 de la loi sur les publications officielles.

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
<p>² Les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article 58 LPCC¹⁾ sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.</p>	<p>² Les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article <u>articles 58 ou 118a</u> LPCC²⁾ sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.</p>	
<p>Art. 90 Charges justifiées par l'usage commercial</p> <p>¹ Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent également</p> <p>a les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;</p> <p>f les charges de recherche et de développement.</p> <p>² Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.</p>	<p>Art. 90 al. 1, al. 1a (nouv.), al. 2 (mod.), al. 2a (nouv.)</p> <p>¹ Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent également</p> <p>a (mod.) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;</p> <p>f (mod.) les charges de recherche et de développement;</p> <p>g (nouv.) les sanctions visant à réduire le bénéfice dans la mesure où elles n'ont pas de caractère pénal.</p> <p>^{1a} Les articles 85, alinéa 3, 85b et 90, alinéa 3 ne sont pas pris en compte pour déterminer le bénéfice net au sens de l'alinéa 1, lettre c.</p> <p>² Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à <u>Ne font notamment pas partie des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles. charges justifiées par l'usage commercial:</u></p> <p>a (nouv.) les commissions occultes au sens du droit pénal suisse;</p>	

¹⁾ RS 951.31

²⁾ RS 951.31

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
	<p>b (nouv.) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;</p> <p>c (nouv.) les amendes;</p> <p>d (nouv.) les sanctions financières administratives dans la mesure où elles ont un caractère pénal.</p> <p>^{2a} Les sanctions au sens de l'alinéa 2, lettres c et d ayant été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère sont déductibles dans l'une ou l'autre des conditions suivantes:</p> <p>a la sanction est contraire à l'ordre public suisse;</p> <p>b la personne contribuable peut démontrer de manière plausible qu'elle a entrepris tout ce qui était raisonnablement exigible pour se conformer au droit.</p>	
<p>Art. 91 Amortissements</p> <p>¹ Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition qu'ils soient comptabilisés ou, en cas de comptabilité simplifiée selon l'article 957, alinéa 2 du Code des obligations (CO), qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements. Lors de la taxation par appréciation, il est tenu compte des moins-values déterminées par l'expérience.</p>	<p>Art. 91 al. 1 (mod.) [DE: (inchangé)]</p> <p>¹ Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition qu'ils soient comptabilisés ou, en cas de comptabilité simplifiée selon l'article 957, alinéa 2 du Code des obligations (CO)CO, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements. Lors de la d'une taxation par appréciationd'office, il est tenu compte des moins-values déterminées par l'expérience.</p>	
<p>Art. 108 Calcul du bénéfice net</p>	<p>Art. 108 al. 1a (nouv.)</p>	

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
	<p>^{1a} Si les comptes annuels sont établis en monnaie étrangère, il faut convertir le bénéfice net imposable en francs. Le taux de change est le cours moyen de la devise (vente) sur la période fiscale.</p>	
<p>Art. 109 Détermination du capital propre</p>	<p>Art. 109 al. 1a (nouv.)</p> <p>^{1a} Si les comptes annuels sont établis en monnaie étrangère, il faut convertir le capital propre imposable en francs. Le taux de change est le cours moyen de la devise (vente) sur la période fiscale.</p>	
<p>Art. 114 Calcul de l'impôt retenu à la source</p> <p>³ Les impôts cantonaux sont déterminés selon la quotité de l'impôt de l'année précédente.</p>	<p>Art. 114 al. 3 (mod.)</p> <p>³ Les impôts cantonaux sont déterminés selon la quotité de l'impôt de l'année précédente <u>en cours</u>.</p>	
<p>Art. 142 Impenses</p> <p>³ Ne sont pas considérés comme impenses en particulier</p>	<p>Art. 142 al. 3</p> <p>³ Ne sont pas considérés comme impenses en particulier</p> <p>a1 (nouv.) les dépenses assimilées à des frais d'entretien selon l'article 36, alinéas 1a et 3,</p>	
<p>Art. 168 Attestations de tiers</p>	<p>Art. 168 al. 3 (nouv.)</p> <p>³ L'Intendance des impôts peut prévoir que certaines attestations lui soient transmises directement par voie électronique si la personne contribuable y consent.</p>	
<p>Art. 172 Informations de tiers</p>	<p>Art. 172 al. 1 (mod.), al. 4 (nouv.)</p>	

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
<p>¹ Sont tenus de fournir une attestation à l'Intendance cantonale des impôts pour chaque période fiscale</p> <p>d les employeurs, sur tous les salaires, les bonifications de frais et autres prestations.</p>	<p>¹ Sont tenus de fournir <u>en tant que tiers</u> une attestation à l'Intendance cantonale des impôts pour chaque période fiscale</p> <p>d (mod.) les employeurs, sur tous les salaires, les bonifications de frais et autres prestations¹.</p> <p>e (nouv.) la caisse de chômage, sur les indemnités versées en application de l'article 30, alinéa 1 de l'ordonnance fédérale du 31 août 1983 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (ordonnance sur l'assurance-chômage, OACI)¹.</p> <p>⁴ Si le droit fédéral permet que la législation cantonale soit complétée en ce sens, le Conseil-exécutif peut obliger d'autres tiers à transmettre directement à l'Intendance des impôts les attestations qu'ils établissent.</p>	
<p>Art. 186 Obligations des débiteurs et des débitrices</p> <p>¹ Les débiteurs et les débitrices des prestations imposables sont en particulier tenus</p> <p>c de remettre à la personne soumise à l'impôt à la source un relevé ou une attestation de chaque retenue d'impôt et un relevé du total des montants retenus sur l'année civile,</p>	<p>Art. 186 al. 1 (inchangé) [DE: (mod.)], al. 2 (inchangé) [DE: (mod.)]</p> <p>¹ Les débiteurs et les débitrices des prestations imposables sont en particulier tenus</p> <p>c (mod.) [DE: (inchangé)] de remettre à la personne soumise à l'impôt à la source un <u>relevé décompte</u> ou une attestation de chaque retenue d'impôt et un relevé du total des montants retenus sur l'année civile,</p>	

¹) RS [837.02](#)

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
<p>d de verser périodiquement les impôts à l'autorité compétente, d'en établir les relevés à son intention en temps utile et de permettre à l'Intendance cantonale des impôts de consulter lors de ses contrôles les documents déterminants pour l'imposition,</p> <p>² Les débiteurs et les débitrices de la prestation imposable répondent du paiement de l'impôt à la source.</p>	<p>d (mod.) [DE: (inchangé)] de verser périodiquement les impôts à l'autorité compétente, d'en établir les <u>relevés décomptes</u> à son intention en temps utile et de permettre à l'Intendance cantonale des impôts de consulter lors de ses contrôles les documents déterminants pour l'imposition,</p> <p>² Les débiteurs et les débitrices de la prestation imposable répondent du paiement de l'impôt à la source.</p>	
<p>Art. 186a Obligations en procédure simplifiée</p> <p>¹ Dans la procédure simplifiée selon l'article 115a, l'employeur est tenu</p> <p>b de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS compétente et d'en établir les relevés à son intention en temps utile.</p> <p>⁴ La caisse de compensation AVS remet à la personne contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse les impôts encaissés à l'Intendance cantonale des impôts.</p>	<p>Art. 186a al. 1, al. 4 (mod.) [DE: (inchangé)]</p> <p>¹ Dans la procédure simplifiée selon l'article 115a, l'employeur est tenu</p> <p>b (mod.) [DE: (inchangé)] de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS compétente et d'en établir les <u>relevés décomptes</u> à son intention en temps utile.</p> <p>⁴ La caisse de compensation AVS remet à la personne contribuable un <u>relevé décompte</u> ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse les impôts encaissés à l'Intendance cantonale des impôts.</p>	
<p>Art. 191 Motifs de réclamation</p> <p>³ La personne contribuable qui a été taxée d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte.</p>	<p>Art. 191 al. 3 (mod.), al. 5 (abrog.)</p> <p>³ La personne contribuable qui a été taxée d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. <u>La réclamation doit être motivée et indiquer les éventuels moyens de preuve.</u></p>	

Droit en vigueur	Proposition du Conseil-exécutif I	Proposition de la commission I
<p>⁵ La réclamation doit être motivée et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve.</p>	<p>⁵ Abrogé(e).</p>	
<p>Art. 235 Perception définitive des impôts</p> <p>¹ Les relevés sont établis définitivement sur la base de la décision de taxation et des versements déjà effectués.</p>	<p>Art. 235 al. 1 (mod.) [DE: (inchangé)]</p> <p>¹ Les <u>relevés décomptes</u> sont établis définitivement sur la base de la décision de taxation et des versements déjà effectués.</p>	
	<p>II.</p>	
	<p><i>Aucune modification d'autres actes.</i></p>	
	<p>III.</p>	
	<p><i>Aucune abrogation d'autres actes.</i></p>	
	<p>IV.</p>	
	<p>La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.</p>	
	<p>Berne, le 4 mai 2022</p> <p>Au nom du Conseil-exécutif, la présidente: Simon le chancelier: Auer</p>	